

RAPPEL DES TRAVAILLEURS

DES VILLES ET DES CAMPAGNES

Organe de la Fédération Ouvrière Socialiste de la Côte-d'Or

De chacun selon ses forces
A chacun selon ses besoins.

La Terre au Paysan
La Machine à l'Ouvrier.

Paraissant tous les samedis

RÉDACTION ADMINISTRATION
DIJON - Place du 1^{er} Mai, 5 - DIJON

10 CENTIMES
LE NUMÉRO

ABONNEMENTS
Un an, 5 fr. — Six mois, 2 fr. 50., payables au bureau du journal.
Les frais en sus pour recouvrement par la poste
L'abonnement est payable d'avance et se continue jusqu'au refus du journal
ANNONCES
La Ligne, 25 cent. En réclame, 40 cent. Les annonces commerciales se traitent de gré à gré

On s'abonne sans Frais dans tous les bureaux de postes

ELECTIONS LÉGISLATIVES

Scrutin de Ballottage

CANDIDATS DE DISCIPLINE RÉPUBLICAINE

1^{re} Circonscription de Dijon

BOUHEY-ALLEX

CONSEILLER GÉNÉRAL
MAIRE DE VILLERS-LA-FAYE
CANDIDAT SOCIALISTE

1^{re} Circonscription de Beaune

EtiennE CAMUZET

CONSEILLER D'ARRONDISSEMENT
MAIRE DE VOSNE-ROMANÉE
CANDIDAT RÉPUBLICAIN-SOCIALISTE

Circonscription de Châtillon

G. PETIT

Conseiller général, Maire de Voulaines
Candidat Républicain

APPEL DE P.-A. VAUX

Electeurs de 1^{re} Circonscription de Dijon

Les 6.000 voix réactionnaires qui sont accusées à Dijon, à toutes les élections, se sont portées sur le général Darras.

Après une pareille leçon de choses tout commentaire serait superflu, car nulle parole ne serait plus éloquent pour dicter impérieusement leur devoir à tous les vrais républicains.

Le docteur Tainturier a noblement fait son devoir en se désistant en faveur de Bouhey-Allex, plus favorisé; tous ses électeurs le suivront et écraseront une fois de plus le cléricalisme et la réaction.

Républicains!

L'on agite à vos yeux le spectre du collectivisme qui a remplacé le spectre rouge, et les ennemis de la République affectent une terreur comique.

Vous ne ferez qu'en rire et votre bon sens bourguignon vous dira que s'il est du devoir de toutes les intelligences, de tous les hommes animés de l'idée de justice et de fraternité de travailler à l'amélioration de la société actuelle, il n'est au pouvoir de personne de la changer ni en bien, ni en mal d'un coup de baguette magique.

Depuis 1871, vous n'avez envoyé au Parlement que des bons républicains vous ne sauriez abdiquer devant le suprême effort du sabre et du goupillon que la loi si nécessaire des associations, et les quelques réformes de la dernière législature ont exaspérés.

Républicains aux urnes et vive la République démocratique et sociale.

P.-A. VAUX
Député sortant

AUX RÉPUBLICAINS

Républicains, vous allez, dimanche, accomplir un devoir de discipline en votant pour le citoyen Bouhey-Allex. Vous allez donner votre voix à un socialiste; je voudrais que cet acte provoquât vos réflexions. Vous ne connaissez pas le socialisme, vous le jugez sur les calomnies haineuses et intéressées de ses ennemis; initiez-vous à nos doctrines et je suis persuadé que vous viendrez, pour la plupart, à nous.

Il y a si longtemps que l'on agite sous vos yeux le spectre rouge, il y a si longtemps que l'on vous épouvante avec les vues que l'on nous prête, que vous n'avez pas la force de vous débarrasser de cette obsession. Il en est, parmi vous, esprits sincères et vigoureux, incapables d'une faiblesse, qui se croient permis de nous juger et de nous condamner sans avoir travaillé, d'abord, à nous connaître!

Pourtant, il n'est pas suffisant de dire: « le socialisme est dangereux, il effraie les gens! » Regardez de plus près: un examen loyal vous convaincra que nous ne sommes pas si redoutables et que seuls peuvent nous craindre ceux qui sont des ennemis de la Justice et de la Liberté.

Je voudrais avoir le temps de vous exposer à loisir nos doctrines, mais l'heure nous presse et un résumé trop rapide risquerait de dénaturer notre pensée; du moins je voudrais protester, en quelques mots, contre une triple accusation que lancent contre nous cléricaux et réactionnaires, ennemis que vous avez le tort d'écouter, bien que leur bonne foi vous soit connue. On nous accuse d'être des partageux, des sans-patrie, on nous attribue le dessein de créer une « tyrannie socialiste ». Républicains, rien de tout cela n'est vrai et quelques mots d'explication suffiront, je l'espère, à vous en convaincre.

Nous ne sommes pas des partageux. Nous savons parfaitement qu'un communisme absolu est une chimère, que le partage des biens ne supprimerait que pour un instant les inégalités.

Nous ne voulons pas détruire la propriété individuelle. Nous entendons au contraire, que chacun jouisse à son gré de sa propriété légitime, c'est-à-dire des fruits de son travail. Nous ne désirons priver personne du plaisir de posséder des objets qu'il aura acquis et de s'entourer de livres de meubles, de tableaux, de se rendre l'existence agréable de la façon qu'il le souhaitera.

Ce que nous voulons, c'est limiter le droit de propriété. Nous voulons forcer l'individu à respecter le droit des autres individus; nous voulons empêcher qu'un homme exploite ses semblables et les transforme en machines pour satisfaire ses appétits égoïstes.

Aujourd'hui, écrit un socialiste dont on ne récusera pas la haute autorité, le citoyen Georges Renard, professeur à l'école des Arts et Métiers, aujourd'hui le propriétaire d'un champ, d'une usine peut dire à l'ouvrier qui lui demande du travail: « Je te paierai tant pour tant d'heures — C'est trop peu pour nourrir tes enfants, dis-tu? Tant pis! pourquoi as-tu des enfants? C'est à peine suffisant pour te faire vivre? — Eh bien! prive toi, jeune, végété comme tu pourras. Ce n'est pas mon affaire. Je t'ai dit mes conditions. Tu peux t'en aller si elles ne te plaisent pas. Qu'est-ce qui me force à te donner du travail? Tu me dois un grand merci si je veux bien t'employer à mon service. Est-ce que mon usine et mon champ ne sont pas à moi seul! » — Et l'ouvrier n'a qu'à mourir de faim ou à se laisser exploiter puisque la loi actuelle autorise l'accaparement des moyens de production entre les mains de quelques privilégiés.

Ce sont ces abus que nous voulons détruire.

Le régime collectiviste empêchera un petit groupe d'individus de régler, à leur fantaisie, le prix des denrées essentielles à la vie, du sucre, du pétrole, des farines. Il empêchera des financiers de jouer dans des spéculations insensées, la fortune d'une nation; il empêchera des capitalistes milliardaires de tenir, à leur merci, dans le servage, des peuples d'ouvriers. Spéculateurs, Accapareurs, Financiers ont tout à craindre de notre triomphe; la masse de ceux qui vivent honnêtement du produit de leur travail, n'a rien à redouter de nous, bien au contraire. Au lieu de détruire la propriété individuelle, c'est le socialisme qui la créera pour les milliers d'individus que la société actuelle traite en parias.

La Révolution, dont nous sommes, nous l'affirmons, les héritiers légitimes, a-t-elle détruit la propriété parce qu'elle a dépouillé une poignée de privilégiés des droits abusifs et des propriétés immenses que la force leur avait attribués? Elle a, au contraire, étendu à un plus grand nombre, la possibilité de posséder. Cette possibilité nous l'étendrons à tous.

Le collectivisme ne détruit pas la propriété individuelle; en la limitant, il la consacre et l'établit d'une façon définitive.

Nous ne sommes pas des sans-patrie. Certes nous ne comprenons pas la patrie, comme le font les nationalistes. Notre patriotisme n'est pas fait de la haine aveugle, indistincte des patries voisines. Nous aimons profondément notre sol; mais cet amour est complété par le respect des autres patries, par le désir de voir tous les groupes d'hommes se rapprocher peu à peu. Nous espérons que progressivement, les hommes cesseront de se détester et comprendront la solidarité qui les unit les uns aux autres. Au régime de violence et de luttes, nous espérons voir se substituer un régime d'entente et

de paix. Nous travaillons à l'éclosion d'une fraternité internationale.

Loin d'être des sans-patrie, nous supprimerons les sans-patrie de l'état social actuel: les malheureux prolétaires qui, exploités par le régime social, n'ont pas de lien véritable avec la nation et les financiers internationaux qui, dans leurs spéculations, se soucient assez peu, on en conviendra, des intérêts de leur patrie propre.

« Il se peut, dit le citoyen G. Renard (que je cite avec plaisir, parce que sa pensée est noble et pour que l'on ne puisse pas m'accuser de déguiser notre doctrine pour un misérable intérêt de tactique électorale), il se peut que la Patrie se fonde un jour dans l'humanité, comme les anciennes provinces, (Bretagne, Artois, Bourgogne, etc.), se sont fondues dans l'unité française. Mais on ne démolit pas sa maison sous prétexte qu'on pourra plus tard en posséder une plus vaste et une plus magnifique. Il se peut (et c'est sans doute la forme sous laquelle s'opérera l'harmonie du Globe) que les états actuellement existants apprennent à s'unir par un lien souple et solide, sans perdre cependant leur personnalité, et je conçois fort bien un peuple renonçant à son existence isolée pour former avec un ou plusieurs autres, un peuple plus grand, plus prospère, plus résistant. Mais alors même la Patrie subsiste; elle a sa raison d'être et l'aura toujours.

La Patrie n'est pas un mot vide, une entité abstraite. Elle contient le pays où nous sommes nés, où nous avons grandi, où nous sommes éveillés à la vie, et quelques bonnes raisons que nous puissions avoir de nous proclamer citoyens du monde, nous n'en tenons pas moins par les fibres les plus sensibles de notre cœur, aux lieux témoins de notre enfance, aux choses qui ont commencé par être pour nous tout l'univers. Et la patrie n'est pas seulement le pays natal agrandi, elle représente un fonds commun d'intérêts, de traditions d'espérances, une parenté plus étroite entre les âmes et même les corps.

Détruire l'amour de la patrie serait une entreprise aussi déraisonnable qu'impraticable. Ce qu'il faut, c'est l'épurer et l'élargir, en conservant, mais en étendant de plus en plus aux autres groupes d'hommes les sentiments de bienveillance et de solidarité naturelle qui nous rattachent à nos compatriotes.

Les socialistes aspirent, non pas à supprimer le patriotisme, mais seulement à le transformer. Ils veulent en extirper la sotte haine de l'étranger et la remplacer par l'émulation entre peuples, par la lutte féconde à qui fera rayonner sur la terre plus de lumière et plus de justice.

Quel est le républicain qui ne souscrira pas à ces belles paroles? Les sans-patrie sont dans le camp de Coblenz et de Rome, ils ne sont pas dans les rangs des socialistes!

Nous ne voulons pas créer une « Tyrannie collectiviste ».

Croit-on que notre société actuelle respecte la liberté individuelle quand elle condamne l'enfant du prolétaire à entrer à l'atelier à l'âge où il devrait être sur les bancs de l'école; quand elle lui refuse les moyens de développer son cerveau et l'oblige à lutter pour la vie, pour le pain quotidien avec les seules forces de son corps débile?

Croit-on que la liberté individuelle soit respectée chez l'ouvrier que dix à douze heures d'un travail quotidien maintiennent dans un labeur mécanique pour un salaire souvent insuffisant?

Croit-on que la liberté intellectuelle soit sauvegardée dans une société où

le patron, l'employeur, le propriétaire peuvent peser sur la conscience du salarié, l'obliger aux pratiques religieuses, s'il est libre-penseur, le forcer à envoyer ses enfants à l'école congréganiste et à voter pour les candidats de la bonne cause? N'est-on pas effrayé de ce que la tyrannie économique peut entraîner de tyrannie morale et politique.

Ne croit-on pas, au contraire, que la liberté serait mieux respectée dans un état socialiste où tous les enfants, admis à l'éducation intégrale, pourraient se développer et se classer selon leur mérite; où nul ne serait assez puissant pour opprimer les autres et où tous seraient des individus libres parce que tous auraient reçus le même viatique intellectuel et qu'aucun d'eux ne serait entravé dans l'exercice de sa liberté par un voisin privilégié?

« Le socialisme, écrit le citoyen G. Renard, doit avoir encore dans quelque coin perdu, des adversaires surannés capables de dire et même de croire qu'il rêve d'imposer à tout le monde une existence uniforme et quasi monastique dans je ne sais quelles « cités ouvrières » perfectionnées. Je suis obligé de leur enlever cette illusion, si chère qu'elle puisse leur être. Le régime socialiste n'entraîne et n'admet aucune réglementation de la vie privée; il laisse à chacun la faculté de vivre isolé, en famille ou en commun; il respecte la diversité des goûts. Puisque l'individu est propriétaire des fruits de son travail, il peut les consommer, qui a voyagé, qui a se procurer des livres, qui a faire bonne chère, porter de beaux habits, courir les théâtres, etc. Il serait temps que cela fût une bonne fois entendu et mis hors de discussion... C'est au nom de la liberté humaine qu'il faut appeler le règne du régime socialiste. »

Républicains, méditez ces explications sincères; persuadez-vous qu'en bonne critique, il faut juger les hommes sur leur témoignage loyal et non sur les déclamations de leurs adversaires. Jetez les yeux autour de vous, vous y verrez des hommes sérieux intelligents, instruits, qui ont adopté les idées socialistes; persuadez-vous qu'ils ne l'ont fait qu'après un mûr examen et tâchez d'examiner à votre tour.

En nous connaissant mieux, peut-être viendrez-vous jusqu'à nous; mais quand bien même vous ne joindriez pas vos efforts aux nôtres, vous cesserez certainement de nous regarder comme des esprits dangereux, fauteurs de désordre. Vous comprendrez que, dans la grande armée républicaine nous sommes les plus hardis, mais aussi les plus nécessaires combattants, et c'est avec la persuasion que vous travaillez au triomphe véritable de la République, que vous irez voter, dimanche, en masse pour le citoyen Bouhey-Allex.

L. R.

APPEL

Appel du Comité exécutif du Parti républicain-radical et radical socialiste.

Aux électeurs,

Le premier résultat des élections a déjoué l'espérance de nos adversaires. Le second doit compléter le triomphe de la démocratie.

Il n'y a plus qu'une condition à la victoire, c'est la discipline. Une lutte décisive est engagée entre l'esprit de la Révolution française et le cléricalisme, c'est-à-dire la contre-révolution avec ses alliés avoués ou inavoués.

Une étroite union doit resserrer contre l'ennemi commun tous ceux qui s'associent à l'œuvre de défense et de réformes républicaines, depuis le so-